

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4373 - Ven. 12 - Sam. 13 janvier 2018 - Prix : 10 DA

Education à Béjaïa

Grève illimitée du Cnapeste dès mardi

Page 24

Près de 800 arrestations depuis le déclenchement des troubles

Heurts en Tunisie et nouveaux appels à manifester

Page 3

Cet accord que Trump se devait de dénoncer

Par Mohamed Habili

Le président américain devait se décider hier pour la reconduction de l'accord sur le programme nucléaire iranien, comme le lui recommandent vivement les ministres européens des Affaires étrangères, réunis pour la circonstance avec leur homologue iranien, ou au contraire pour son abandon définitif, au bout du délai de trois mois qu'il s'est fait accorder avant de trancher cette question pour le moins épineuse. A l'heure où ces lignes sont écrites, il ne s'est pas encore exprimé sur le sujet. Chercher à deviner quelle sera sa décision est un exercice d'autant plus difficile que les arguments ne manquent ni dans un sens ni dans l'autre. Si toutefois on ne devait se guider que sur sa constance en la matière, qui remonte tout de même à la campagne électorale, pas de doute à avoir ; il n'y aurait même pas à attendre sa déclaration pour savoir de quel côté il pencherait. Un président de la puissante Amérique qui n'a cessé de dire qu'il considérait cet accord comme le pire que son pays ait jamais conclu s'est en fait enlevé la possibilité de faire autre chose que le dénoncer. Si de plus ce président s'est jusque-là fait un point d'honneur de tenir les promesses faites à ses électeurs, et d'abord dans l'intérêt de sa réélection, alors on voit plus mal encore comment il ferait pour agir autrement. Or, ce n'est pas tout : il y a aussi chez lui ce puissant ressort qui le pousse à défaire l'une après l'autre les réalisations emblématiques de son prédécesseur, Barack Obama, dont il effacerait jusqu'à la mémoire s'il le pouvait.

Suite en page 3

Temmar rencontre aujourd'hui les maîtres d'œuvre

En finir avec le retard dans la livraison de logements



PH/D.R.

Pour connaître et discuter les causes à l'origine des retards enregistrés dans la réalisation des différentes formules de logement, particulièrement le logement public locatif (LPL), le ministre de l'Habitat prévoit, aujourd'hui, une rencontre avec les maîtres d'œuvre concernés. Lire page 2

«Interception» du Boeing 737 de la compagnie nationale par l'Armée de l'air française

Les précisions d'Air Algérie

Page 4

Festival national des arts traditionnels amazighs à Bouira

Forte participation de plusieurs wilayas

Page 13

Temmar rencontre aujourd'hui les maîtres d'œuvre

En finir avec le retard dans la livraison de logements

■ Pour connaître et discuter les causes à l'origine des retards enregistrés dans la réalisation des différentes formules de logement, particulièrement le logement public locatif (LPL), le ministre de l'Habitat prévoit, aujourd'hui, une rencontre avec les maîtres d'œuvre concernés.

Par Louiza Ait Ramdane

Selon Abdelwahid Temmar, la formule LPL enregistre des retards de réalisation dans 18 wilayas. A cet effet, des réunions seront tenues avec les maîtres d'œuvres et les responsables locaux. A l'issue de cette rencontre, plusieurs décisions seront prises à l'encontre de ces entreprises, allant de la résiliation des contrats et la mise en demeure à la relance de certains projets. Dans ce contexte, le ministre a fait état de plusieurs mesures prises par son département pour accélérer le rythme de réalisation et livrer les logements dans les plus brefs délais, ajoutant que c'est là la priorité du ministère.

Toutes les formules bénéficient du soutien de l'Etat à travers des aides directes, des abattements dans le foncier, des crédits à taux bonifiés ainsi que d'autres formes et voies de financement, a souligné le ministre, rappelant par la même occasion que la formule LPL est financée entièrement sur le Trésor de l'Etat. La formule LPL (social) a bénéficié, depuis 1999, d'un budget de 43 milliards USD et a permis de loger 1 141 113 familles, a précisé le ministre. Quelque 396 168 familles devraient être logées, dans le cadre du programme tracé jusqu'à 2019, tandis que le nombre



de demandes introduites au niveau des communes s'est élevé, jusqu'à 2015, à 330 000 demandes. L'inscription à cette formule été fermée depuis 2015 pour alléger la pression sur le Trésor public et en raison des conditions financières que connaît le pays, a-t-il ajouté. Avec d'autres types de soutien à

hauteur de 20 milliards de dollars et 3 milliards de dollars ont été alloués à la prise en charge des travaux d'aménagement, le montant global de soutien s'élève à 66 milliards de dollars. L'année 2018 a connu l'inscription de 120 000 unités au titre de l'AADL, 80 000 logements de type habitat rural, 70 000 unités

de logement public aidé (LPA) et 278 structures publiques dans le cadre de la réalisation des cités intégrées. Concernant la proposition relative à l'amendement du décret exécutif n° 08-142 du 11 mai 2008, fixant les règles pour l'octroi du logement public locatif (LPL), le ministre a affirmé que le décret actuellement amendé

est en phase de signature et à travers lequel sera décidé l'organisme qui présidera la commission chargée de l'étude des dossiers. La présidence de la commission par le président de l'APC était une procédure en vigueur par le passé, mais elle a connu des lacunes engendrant un cumul de dossiers non étudiés par les commissions de la commune, d'où la décision du retour aux commissions de daïra, a fait savoir le ministre. La commission de la daïra est composée de différents services, tels que l'action sociale, la Protection civile, l'Office public de gestion et de promotion immobilière (OPGI), la Caisse nationale du logement (CNL), le président de la commune et le président de daïra, en tant que président de la Commission. Le président de la commune s'acquiesce d'un rôle essentiel au sein de la Commission à travers les visites sur le terrain pour s'enquérir de la situation des demandeurs de logement, les enquêtes de vérification et l'élaboration des dossiers. Le décret en question donne au citoyen le droit d'introduire un recours concernant les décisions de la Commission, présidée par le wali, lui offrant ainsi une deuxième opportunité pour l'étude de son dossier et lever toute éventuelle injustice à son encontre. L. A. R.

Université/Hadjar fustige les organisations non agréées

Le CNES dément tout appel à la grève et dépose plainte contre les «dissidents»

Le ministre de l'Enseignement Supérieur réaffirme son engagement à dialoguer avec les partenaires sociaux «à condition de respecter la loi», ajoutant que la grève annoncée pour le 14 janvier était «illégal» du fait que «les organisations qui en ont lancé l'appel ne sont pas agréées». De son côté, le CNES dément son appel à la grève et affirme avoir déposé plainte «pour faux et usage de faux» contre les «dissidents». Réitérant son appel au dialogue, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, lors d'une rencontre avec les membres du nouveau bureau national de la Fédération nationale du personnel de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la culture, en présence du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Saïd, a fustigé certaines organisations qui «prétendent représenter les enseignants ou les étudiants mais qui ne sont pas agréées», ajoutant que le mouvement de grève auquel elles ont appelé est «illégal», selon une décision de justice rendue publique mercredi, «car ne remplissant pas les condi-

tions légales». «La Constitution garantit à tout un chacun les droits à l'action syndicale et à la grève, mais elle impose en revanche une série de mesures réglementaires quant à leur pratique», a-t-il rappelé. Quant à la relation entre l'université et l'entreprise économique, Hadjar a affirmé qu'«une commission ministérielle a été créée sous l'égide du Premier ministre, chargée de préparer un dossier à soumettre dans deux mois au gouvernement sur les problèmes concernant ce point». Il a salué, à cet effet, «le rôle de l'université dans la réalisation du développement durable et la relance de l'économie nationale, à travers la formation des cadres et en assurant des formations adaptées aux besoins nationaux». Il a indiqué que l'université algérienne «recèle tous les moyens humains et matériels nécessaires pour être un acteur essentiel dans la réalisation de la politique de développement national». Pour sa part, le secrétaire général de l'UGTA a affirmé que le dialogue «reste l'unique moyen pour la satisfaction des revendications des travailleurs», saluant, dans ce contexte, le rôle de l'université algérienne dans «l'accompagnement



ment de la dynamique économique impulsée dans le pays notamment pour la création d'emplois». De son côté, le coordinateur national légalement élu du CNES, Azzi Abdelmalek, a affirmé que le CNES «a déposé plainte pour faux et usage de faux contre les dissidents», les accusant d'«avoir créé un pseudo congrès à Constantine pour s'accaparer

de notre syndicat». Selon lui, ils sont derrière cette rumeur de grève annoncée pour le 14 janvier 2018. «Les décisions prises par les dissidents ne concernent, en aucun cas, le CNES et ses adhérents», affirme-t-il dans un communiqué qui accuse les initiateurs de vouloir «créer la confusion sur le travail syndical réel pour atteindre des objectifs sus-

pects». Le bureau national du Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) dément avoir appelé à une grève nationale dans les universités et affirme n'avoir conclu aucune alliance avec des organisations estudiantines. Selon lui, ceux qui appellent à la grève «ne représentent rien sur le terrain des luttes syndicales» et ne tentent qu'une présence «médiatique» par des actions de «folklore». Concernant les «revendications» avancées, notamment par quelques organisations syndicales estudiantines (dont l'UGEL et l'AREN, ndlr), le bureau national du CNES se dit «surpris par certaines des demandes présentées» qui sont imprégnées de «populisme», et qui ne vont participer qu'à «davantage de détérioration» des conditions de travail et du niveau de l'Université. Parmi les revendications «populistes» dénoncées par le CNES, celles réclamant d'«ouvrir le droit à la participation au concours d'accès au doctorat pour tous les étudiants de Master», et «l'adoption de listes de réserve des étudiants retenus au concours de doctorat, pour compenser la pénurie des postes ouverts pour cette année».

Thinhinene Khouchi

Près de 800 arrestations depuis le déclenchement des troubles

Heurts en Tunisie et nouveaux appels à manifester

■ Le mouvement baptisé «Fech Nestannew» («Qu'est-ce qu'on attend»), qui a lancé en début d'année la contestation contre la hausse des prix, a appelé à une nouvelle mobilisation hier dans le centre de Tunis.



Par Meriem Benchaouia

Au quatrième jour d'une contestation alimentée par des mesures d'austérité, la soirée de jeudi a été calme en Tunisie sauf à Siliana, au nord-ouest du pays, où de nouveaux heurts sporadiques entre des jeunes et des policiers ont eu lieu. Le mouvement baptisé «Fech Nestannew» («Qu'est-ce qu'on attend»), qui a lancé en début d'année la contestation contre la hausse des prix, a appelé à une nouvelle mobilisation hier dans le centre de Tunis. A Siliana, des dizaines de jeunes sont descendus jeudi soir dans les rues et ont jeté des pierres sur des agents sécuritaires, lesquels ont riposté par des tirs de gaz lacrymogène, a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse sur place. Mais la situation était tranquille à Sidi Bouzid, ainsi qu'à Kasserine, autre ville du centre défavorisé du pays, et à Tebourba, à 30 km à l'ouest de la capitale, où un protestataire est mort lors des heurts dans la nuit de lundi. Au moins 773 personnes ont été placées en garde à vue depuis le lundi pour actes

de vandalisme et de pillage commis dans plusieurs régions de la Tunisie, a indiqué, hier, le porte-parole du ministère tunisien de l'Intérieur, le colonel-major Khalifa Chibani. «Les interpellés ont été placés en garde à vue après consultation du parquet», a-t-il dit, cité par l'agence tunisienne TAP. «Parmi les gardés à vue, se trouvent 16 éléments takfiristes», a précisé Khalifa Chibani, ajoutant que «les actes de vandalisme ont baissé de façon remarquable durant la nuit dernière». Aucun acte de pillage et de saccage, ni des dommages dans les rangs des forces de l'ordre et de leur équipement, n'a été enregistré durant la nuit de jeudi, a-t-il déclaré. Selon M. Chibani, les arrestations de personnes impliquées dans des actes de pillage, d'attaques contre des biens publics, d'incendies et de barrages routiers se sont poursuivies. Au moins 151 personnes ont été arrêtées jeudi et placées en garde à vue après consultation du parquet. Environ 54,95% des interpellés sont âgés de 21 à 30 ans. Plus de 31% ont entre 15 et 20 ans. Pour le reste des catégories d'âge : ils ont entre 31 et 40 ans

(11,71%) et plus de 40 ans (1,8%), selon la même source. D'après le porte-parole du ministère tunisien de l'Intérieur, «*parmi les éléments takfiristes arrêtés durant la période passée (16), certains sont soumis à une mesure d'assignation à résidence*». «*Ils sont impliqués dans des actes de pillage et de vandalisme dans plusieurs régions du pays*», a-t-il soutenu. Selon M. Chibani, 97 agents de sécurité ont été blessés ces derniers jours. Quelque 88 véhicules de police ont été endommagés au cours de ces incidents. Des postes de police ont été incendiés à El Ktar (Gafsa), Thala (Kasserine), de même que le bureau du commissaire de police d'El Battan (La Manouba).

Les manifestations ne sont pas dues aux mesures de la LF 2018

Les manifestations contre la cherté de la vie que connaît actuellement la Tunisie ne sont pas dues aux dernières mesures inscrites dans la loi des finances (LF) de l'année 2018, a indiqué Samir Taieb, ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche. Réuni jeudi à Tunis, avec le ministre chargé des Relations avec les Instances constitutionnelles et la société civile, Mehdi Ben Ghabria et celui des Affaires Sociales, Mohamed Trabelsi, ainsi que des représentants de la société civile et des droits de l'homme à l'occasion d'une réunion de concertation, M. Taieb a précisé que le gouvernement n'a pas recouru à «des solutions faciles et mesures populaires», lors de l'élaboration de la loi de finances pour l'exercice 2018. «Certes, les difficultés sont là, mais c'est un passage obligé pour pouvoir réussir le

plan de développement du pays», a-t-il souligné. De son côté, Lobna Jeribi, présidente de l'association Solidar Tunisie, a appelé le gouvernement à faire renaître le sentiment d'appartenance et l'espoir parmi les jeunes qui devraient être fiers des acquis du pays et à communiquer avec la population. Jeribi a critiqué le manque de vision et l'instabilité fiscale dans la loi de finances de 2018, qui ont créé un manque de confiance chez le citoyen ainsi que l'acteur économique accablé par les charges fiscales. Selon Jeribi, le moment est grave et il est impératif d'instaurer des solutions urgentes de court terme en libérant les énergies des jeunes, en ouvrant les portes à l'entrepreneuriat, en éliminant la bureaucratie et en débloquent les projets en attente. Et d'ajouter qu'il est temps de faire reprendre confiance à travers des actions et non des promesses. Pour sa part, Slim Saâdallah, président de l'Organisation de défense du consommateur (ODC), a précisé que la crise qui prévaut aujourd'hui reflète un cumul de pressions exercées sur le citoyen pendant sept ans. Le Tunisien souffre d'une hausse excessive des prix, expliquée principalement par une fuite au niveau des circuits de distribution, d'autant plus que seulement 40% des marchandises sont écoulées au marché de gros et le reste est distribué anarchiquement. Le taux d'inflation a connu des augmentations successives, allant de 4,6% en janvier 2017 à 5,0% au mois d'avril, suivi d'une stabilité à 4,8% pendant les mois de mai et juin, puis une importante hausse à 6,3% durant le mois de novembre pour s'établir à un niveau de 6,4% au mois de décembre 2017. Et Saâdallah de souligner : «*Aujourd'hui, on ne veut pas un autre gouvernement mais des réformes en faveur du citoyen*», appelant à appliquer la loi à l'encontre des contrevenants et à s'adresser au peuple pour absorber sa colère, en lui fournissant les informations nécessaires. Les différentes concertations et propositions issues de cette réunion seront présentées à la présidence du gouvernement. **M. B./Agences**

LA QUESTION DU JOUR

Cet accord que Trump se devait de dénoncer

Suite de la page une

En Barack Obama se trouve concentré à la fois tout ce qu'il aime chez un président des Etats-Unis et tout ce qu'il déteste. Pour cela précisément, la personne de Donald Trump ne peut pas se permettre de laisser en place ce que son prédécesseur considère comme son œuvre maîtresse au plan international. L'autre grande fierté d'Obama, au plan interne quant à elle, c'est bien sûr sa réforme de l'assurance-maladie, qui justement a été démantelée, non sans mal du reste. Pourtant, prendre la décision finale de sortir de l'accord sur le programme nucléaire iranien n'est pas, même chez lui, quelque chose qui va de soi. Une chose est d'annihiler une politique d'intérêt purement interne, une autre de revenir sur un accord impliquant les grandes puissances, et repris à son compte par le Conseil de sécurité. L'accord sur le programme nucléaire n'est pas un engagement liant les Etats-Unis à l'Iran, c'est un deal passé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne, avec l'Iran. Son abandon par les Etats-Unis n'a pas pour seul effet de faire faire au monde un bond en arrière, de revenir à la situation prévalant avant son adoption, et comme s'il ne s'agissait que de le renégocier. Sa remise en cause par le président américain entraînera ipso facto le rétablissement des sanctions économiques prises antérieurement contre l'Iran, dans un contexte régional qui lui en revanche a évolué depuis son adoption en 2015. Son rejet serait interprété par les puissances régionales rivales de l'Iran comme la permission d'employer la force à son encontre pour en finir avec la menace qu'il représente à leurs yeux. Sa dénonciation par les Etats-Unis n'ouvre pas sur sa renégociation mais sur l'inconnu. Or aussi insensées ou désastreuses qu'ont pu paraître à ses détracteurs certaines des décisions prises par le président américain, on ne lui en connaît pas encore qui soient franchement inspirées par le désir d'agresser autrui. Pour les Iraniens, les sanctions économiques sont une question de vie ou de mort.

M. H.

Coopération

Le Premier ministre malien en visite de travail en Algérie

LE PREMIER ministre de la République du Mali, M. Soumeylou Boubèye Maïga, effectuera une visite de travail en Algérie les 13 et 14 janvier courant, à l'invitation de son homologue algérien M. Ahmed Ouyahia, indique hier un communiqué des services du Premier ministre. Cette visite, précise le communiqué, s'inscrit dans le cadre du dialogue et de la concertation existant entre les deux pays et sera l'occasion pour le Premier ministre malien d'examiner avec son homologue algérien la coopération bilatérale et les perspectives de sa consolidation et de son élargissement. Elle permettra également d'«*aborder les questions régionales d'intérêt commun, notamment au Sahel*», ajoute-t-on de même source.

L. M.

Visite de travail et d'inspection à la 4^e Région militaire Gaïd Salah aujourd'hui à Ouargla

LE GÉNÉRAL de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectuera, du 13 au 16 janvier 2018, une visite de travail et d'inspection à la 4^e Région militaire à Ouargla, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. Lors de cette visite, le général de corps d'Armée «*procèdera à l'inspection d'unités opérationnelles et tiendra également des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels des unités de la 4^e Région militaire*», note la même source.

R. N.

«Interception» du Boeing 737 de la compagnie nationale par l'Armée de l'air française

Les précisions d'Air Algérie

■ «L'avion algérien a suivi normalement son plan de vol et sans déviation de trajectoire. (...) à aucun moment, l'équipage de notre vol n'a reçu d'appel (ndrl : contrôle aérien français) sur cette fréquence de secours prévue justement pour ce cas», a précisé, avant-hier soir la compagnie Air Algérie, au sujet de l'«interception» par l'Armée de l'air française d'un de ses avions en partance de Constantine, mardi dernier, à destination de Lyon.

Par Lynda Naili

Avant-hier soir, la compagnie Air Algérie, par le biais de son chef de division des affaires générales, Reda Toubal Seghira, a apporté des éclaircissements concernant l'«interception» par l'Armée de l'air française d'un de ses appareils en partance, mardi dernier de Constantine, à destination de Lyon.

A ce sujet, le responsable, cité par l'APS, a expliqué qu'en quittant l'espace aérien algérien, l'avion d'Air Algérie «a été normalement transféré sur la fréquence du contrôle aérien français qui a donné un code radar et l'a autorisé à opérer directement vers un point de navigation». «Une instruction qui a été suivie par l'équipage d'Air Algérie», a-t-il soutenu. Mais depuis cet appel, poursuivra-t-il, l'équipage d'Air Algérie «n'a reçu aucun autre appel du contrôle aérien français jusqu'au moment où un avion d'une compagnie aérienne étrangère opérant dans le même espace a contacté notre équipage sur la fréquence de secours lui demandant d'entrer en contact avec le contrôle aérien français». A ce propos, Toubal Seghir précisera que «l'avion algérien a suivi normalement son plan de vol et sans déviation de trajectoire». Ajoutant que «prenant contact



avec le contrôle aérien français, ce dernier informa notre équipage qu'une procédure d'identification a été initiée par les militaires français par l'envoi d'un chasseur, qui est une procédure de sécurité applicable à l'ensemble des compagnies aériennes». Une procédure qui, expliquera le chef de division des affaires générales à Air Algérie, «vise à s'assurer, en cas de perte de communication radio ou de déviation de trajectoire

sans autorisation, que l'aéronef n'est pas sous le coup d'une intervention illicite ou autre». De plus, le responsable affirmera que l'équipage de l'avion en question est resté «en toute circonsance à l'écoute sur deux fréquences», à savoir celle du «contrôle aérien de la zone où se trouve l'avion ainsi que la fréquence unique de veille et de secours utilisée par les pilotes et les contrôleurs aériens et également par les militaires en cas de

problème sur la fréquence de travail». Faisant qu'«à aucun moment, l'équipage de notre vol n'a reçu d'appel sur cette fréquence de secours prévue justement pour ce cas», a-t-il soutenu. Ce à quoi il ajoutera que la compagnie aérienne nationale «a mis à la disposition des services de contrôle aérien civil et militaire des contacts avec la direction du Centre de contrôle des opérations (centre de suivi permanent des vols) qui a aussi pour charge

de communiquer toute situation particulière permettant de maintenir le contact entre les équipages en vol et les responsables au sol via un système de communication propre par message écrit (système acars)». Et dans ce cas précis, il indiquera que le Centre de contrôle des opérations d'Air Algérie (CCO) «n'a jamais reçu d'appel de la part du service aérien civil ou militaire pour lui signifier ou l'informer d'une perte de communication avec ce vol». Et d'ajouter qu'à toutes fins utiles, Air Algérie «a demandé la transcription des messages radios entre l'avion et les services de contrôle aériens». Laquelle «transcription permettra de situer les éventuelles défaillances d'un côté comme de l'autre» précisera-t-il.

Pour rappel, mardi dernier les médias français ont fait état de l'«interception» d'un avion d'Air Algérie par l'Armée de l'air française. Relayant, à ce propos, que «l'Armée de l'air française a fait décoller, mardi 9 janvier, un avion de chasse Mirage 2000 pour intercepter un appareil de la compagnie Air Algérie au-dessus du Vaucluse». Un «doute» pesait sur les «intentions» de l'équipage. «Il a été rapidement levé». «L'équipage du Mirage 2000 a pu s'assurer que le comportement douteux n'avait pas d'origine», ont souligné les mêmes médias. **L. N.**

Lancement officiel

Création d'une Commission parlementaire mixte Algérie-UE

La Conférence des présidents du Parlement européen a approuvé la création d'une commission parlementaire mixte Parlement algérien-Parlement européen en vue de relever le niveau du dialogue interparlementaire entre les deux institutions, a-t-on appris auprès d'une source européenne. La décision de la Conférence des présidents du Parlement européen, haute instance composée des chefs des groupes politiques et du président du Parlement européen, prise lors d'une réunion tenue jeudi à Bruxelles, est «le fruit d'une coopération régulière et soutenue entre les deux institutions législatives, depuis plus de 30 ans», a indiqué la même source. La création de cette commission «concrétise ainsi la volonté exprimée par les parlementaires algériens et européens à l'occasion de la 15^e rencontre interparlementaire tenue à Alger, le 3 novembre 2016, de relever le niveau du dialogue interparlementaire», a-t-on ajouté. La présidente de la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe (DMAG), Inés Ayala Sender, a salué lors d'une réunion de la DMAG, tenue le jour même, la décision de la Conférence des présidents qui «viendra approfondir le dialogue politique et les relations bilatérales Algérie-UE». La présidente de la DMAG a salué également «l'engagement réaffirmé» par les parlementaires algériens à l'occasion de la 16^e rencontre interparlementaire, tenue le 19 octobre 2017 à Bruxelles,

en faveur de la mise en place de cette commission parlementaire mixte. L'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Amar Belani, s'est félicité de «cette importante décision» et salué l'engagement des deux parties en faveur de la création de la commission parlementaire mixte Algérie-UE. Cette commission «constituera un jalon supplémentaire dans le renforcement des relations bilatérales entre l'Algérie et l'UE et relèvera le dialogue interparlementaire», a-t-il déclaré à l'APS. M. Belani a rappelé à cette occasion le caractère «stratégique et multidimensionnel» du partenariat entre l'Algérie et l'UE, liées par un accord d'association entré en vigueur en 2005, soulignant que les deux parties ont également adopté en mars 2017 les priorités communes de partenariat dans le cadre de la politique européenne de voisinage, une première en Afrique du Nord. «Les relations entre les deux partenaires se développent à très hauts niveaux dans différents domaines, à l'instar du partenariat énergétique stratégique et le dialogue informel de haut niveau sur la sécurité régionale et la lutte anti-terroriste», a-t-il ajouté.

Le Président Macron dessine les contours d'une Union européenne 2.0

Le président français Emmanuel Macron tentera de faire de l'année 2018 celle de la refondation de l'Europe après avoir «balbutié» ces dernières années,

dessinant depuis Rome, où il était en visite de travail jeudi, les contours d'une version 2.0 de l'Union européenne. Cette entité continentale a été durement affectée par la crise des dettes souveraines, causée essentiellement par plusieurs facteurs dont notamment les inégalités entre les performances macroéconomiques des pays membres, les faiblesses structurelles dans certains pays, en plus de la division interne. Le coup fatidique a été porté par le Royaume-Uni lorsqu'il a décidé en 2017, par voie référendaire, de quitter l'UE qui souffre depuis longtemps d'un leadership.

C'est dans ce contexte que le président français se propose de jouer le rôle de locomotive en lançant, lors d'une conférence de presse à Rome, que «si 2018 peut être une année utile, elle doit être une année de refondation pour l'Europe». Après avoir clairement signifié, la semaine passée, son refus à l'adhésion de la Turquie à l'UE en lui proposant plutôt un «partenariat» UE-Turquie qui ne semble guère convenir à cette dernière qui met les bouchées doubles pour rejoindre l'Europe le plus vite possible, et cela malgré son double positionnement géographique entre deux continents, Emmanuel Macron souhaite une Europe «plus souveraine» dans ses décisions, donc beaucoup plus indépendante par rapport aux Etats-Unis dirigés notamment par le président Donald Trump qui est en train de «bouleverser» l'ordre international. «Nous avons aujourd'hui une occa-

sion qui nous est offerte et qui est inédite, l'Europe est en train d'achever sa sortie de crise après 10 ans», a-t-il soutenu, proposant qu'en 2018, les pays membres doivent prendre des décisions «très structurantes» sur le court terme pour redonner, selon ses propos, les perspectives à l'Europe. C'est une Europe «plus souveraine, plus unie et plus démocratique», qu'il veut bâtir avec les pays membres, en ambitionnant d'offrir à la France le rôle de leadership au moins pour les 10 prochaines années. «Plus souveraine en faisant une véritable puissance, une puissance numérique, énergétique, environnementale, une puissance géopolitique (...), une puissance en tant qu'elle sait protéger ses frontières et en tant qu'elle sait aussi organiser sa politique de coopération à l'extérieur», a-t-il expliqué en traçant les grandes lignes, évoquant longuement la crise migratoire que l'Europe subit depuis le déclenchement des «révolutions colorées» dans le monde arabe. Il a annoncé, à cet effet, que des discussions sont menées au niveau européen sur sept textes pour «avoir une protection commune aux frontières, (...), une harmonisation de l'asile, (...) et aussi une gestion des titres et de la circulation beaucoup plus fluide». C'est dans ce contexte qu'il a fait un appel du pied pour une adhésion des autres pays de l'UE à l'Alliance du Sahel, qu'il a lancée en juillet dernier, en les impliquant dans une politique de «développement commune» de cette région africaine. **Hatem N./APS**

Pétrole

Le prix du panier Opep à 67,38 dollars

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi jeudi à 67,38 dollars le baril, contre 67,24 dollars la veille, a indiqué hier l'Organisation sur son site web.

Par Anissa A.

Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Hier, les cours du pétrole reculaient en Asie sous l'effet de prises de bénéfices après avoir été propulsés à des sommets par la baisse des stocks américains de brut. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en mars, cédait neuf cents à 69,11 dollars, tandis que le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en février, perdait sept cents à 63,50 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le département américain à l'Energie (DoE) a dévoilé mercredi une nouvelle baisse



P.M.O.R.

hebdomadaire des stocks américains de brut, de 4,9 millions de barils, portant le recul des réserves totales à 37,5 millions de barils depuis un mois et demi. Jeudi, les prix de l'or noir évoluaient à leurs plus hauts niveaux depuis décembre 2014 en fin d'échanges européens, dopés par la baisse des stocks américains et par les tensions entre l'Iran et les Etats-Unis. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 69,82

dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 62 cents par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février prenait 1,01 dollar à 64,58 dollars. Le Brent avait atteint son plus haut depuis décembre 2014 à 70,05 dollars, tandis que le WTI avait touché 64,77 dollars, également à son plus haut depuis trois ans. Selon des analystes, «les

prix montent (à cause des) tensions géopolitiques, qu'il s'agisse des tensions sur le territoire iranien ou entre le pays et les Etats-Unis, et d'une demande robuste, avec la vague de froid qui s'est abattue sur l'Amérique du Nord». Les marchés gardent également un œil sur les relations entre l'Iran, l'un des principaux producteurs de l'Opep, et les Etats-Unis. D'autre part, des analystes estiment que les prix avaient été soutenus en

novembre dernier par le renouvellement de l'accord de l'Opep. Pour rappel, l'Opep et ses partenaires se sont mis d'accord le 30 novembre 2017 pour prolonger de neuf mois la réduction de la production de brut, jusqu'à la fin 2018. De son côté, le ministre de l'Energie des Emirats arabes unis, Souhail al-Mazroui, a déclaré jeudi qu'il prévoyait une nette hausse de la demande mondiale de pétrole en 2018. Dans un tweet, M. Al-Mazroui qui est également président de l'Opep a assuré que 2018 sera «une année de forte demande de pétrole» et que «l'Opep ne prendra des actions drastiques qu'en cas de crise. Dans le cas contraire, elle n'interviendra pas pour changer les conditions normales du marché», a-t-il expliqué. L'Opep avait indiqué dans son dernier rapport qu'en 2018, sa production de brut devrait atteindre 33,2 mb/j, un chiffre supérieur aux niveaux de production de cette année (32,8 mb/j), mais moins qu'anticipé jusqu'alors. Pour rappel, la production de brut de l'organisation a baissé en novembre dernier, selon le rapport qui précise que, les quatorze pays du cartel ont pompé un total de 32,45 mbj en novembre, soit 133 000 barils par jour de moins qu'en octobre. Le déclin a surtout été marqué en Angola, en Arabie saoudite, au Venezuela et aux Emirats arabes unis. La croissance de la demande mondiale de pétrole devrait pour sa part atteindre 1,51 mb/j en 2018 (contre une précédente prévision de 1,26 mb/j), pour atteindre 98,45 mb/j, estime par ailleurs l'Opep selon qui la demande a aussi été plus forte que prévu cette année. Pour les pays non-Opep, l'offre devrait progresser de 0,99 mb/j pour atteindre un total moyen de 58,81 mb/j sur l'année 2018. La croissance devrait encore être forte aux Etats-Unis avec l'essor des pétroles non-conventionnels. Toutefois, l'Opep table dans l'ensemble sur «une nouvelle réduction des stocks mondiaux excédentaires, conduisant à un marché équilibré d'ici la fin 2018». Le rapport a noté par ailleurs des «indications grandissantes sur le fait que le marché s'achemine tranquillement vers un rééquilibrage» sur fond de stocks en diminution, de demande saine et de tensions géopolitiques.

Mehdi F.

A. A./APS

Foire internationale du tourisme

L'ONT prend part à Madrid à la 38^e édition

L'Office national du tourisme (ONT) prendra part à la 38^e édition de la Foire internationale du tourisme «Fitur Madrid» qui aura lieu du 17 au 21 janvier courant dans la capitale espagnole, indique jeudi un communiqué de l'Office. A cette occasion, l'Office sera accompagné d'une délégation composée d'opérateurs dans les domaines de l'hôtellerie, du tourisme et des voyages ainsi que d'artisans activant dans la filière de l'artisanat d'art, précise le communiqué, rappelant que cette foire «est la plus importante et la plus grande des foires touristiques organisées en Espagne et qu'elle est classée au deuxième rang au monde en termes d'importance et d'affluence après celle de Berlin». «Cette manifestation touristique est organisée dans l'un des pays réputés comme étant les plus émetteurs de touristes vers l'Algérie et constituant le marché traditionnel de notre destination et par conséquent, la participation de

l'Algérie à cet événement est impérative et fortement recommandée, d'autant plus que les statistiques enregistrées d'année en année sont encourageantes», relève la même source. Selon l'ONT, l'Algérie à connu, à la fin du 3^e trimestre de l'année 2017, la visite de 36 440 Espagnols contre 29 915 durant la même période de l'année 2016, soit une augmentation de 35,39%. A l'occasion de cette foire, l'ONT, organe institutionnel en charge de la promotion touristique, a procédé à la conception d'un stand qui tient compte des aspects liés à la modernité, l'authenticité et les spécificités de l'Algérie sur les plans architectural et traditionnel. Ce stand «sera aménagé et équipé de tous les moyens nécessaires pour permettre aux acteurs et opérateurs nationaux exposants d'accomplir leurs missions et tâches relatives à la présentation, la promotion et la commercialisation des produits touristiques de la destination

Algérie dans de bonnes conditions, surtout que, lors de cette manifestation, la priorité sera accordée à la mise en valeur des produits phares du tourisme algérien à l'instar du produit saharien, caractérisé par sa beauté exceptionnelle, sa singularité et l'absence de produits concurrentiels dans la région du bassin de la Méditerranée», explique le communiqué. Le stand Algérie «connaîtra une animation continue, durant toute la manifestation, matérialisée par des démonstrations, présentées par trois artisans à travers des ateliers vivants, ce qui permettra au stand de connaître une attractivité, une affluente et une dynamique particulières», précise la même source, ajoutant que durant toute la période de cette foire, il sera procédé à la diffusion de vidéos promotionnelles et à la distribution d'autres supports promotionnels aux visiteurs du stand.

Après avoir été en hausse pendant toute l'année

Les prix alimentaires ont baissé en décembre

Les prix des produits alimentaires ont baissé de 3,3% en décembre, par rapport au mois de novembre, mais ont connu une hausse de 8,2% en 2017, par rapport à 2016, a indiqué jeudi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un communiqué. Cette baisse des prix en décembre est due à une forte baisse des prix des huiles végétales et des produits laitiers. L'indice des prix des produits laitiers a baissé de 9,7% en décembre, en raison des quantités importantes destinées à l'exportation et d'une faiblesse de

la demande qui ont pesé sur les prix mondiaux de la poudre de lait écrémé et entier, ainsi que sur le fromage et le beurre. Au cours de l'ensemble de l'année 2017, le sous-indice affichait pourtant une moyenne en hausse de 31,5% par rapport à l'année précédente. L'indice des prix des huiles végétales a baissé de 5,6% en novembre, tandis que les prix de l'huile de palme ont également chuté face à l'ampleur des stocks malaysiens et indonésiens. Une situation qui a eu pour effet de faire baisser les cotations pour l'huile de soja. En 2017, le sous-indice

affichait une moyenne en hausse de 3% par rapport à l'année précédente. L'indice des prix du sucre a également baissé, soulignant une baisse de 4,1% depuis novembre, qui s'explique notamment par des facteurs saisonniers et des prévisions tablant sur un large surplus pour l'année à venir. En 2017, les prix du sucre étaient en baisse de 11,2%, en moyenne, par rapport à 2016, et ce, en grande partie en raison d'une récolte exceptionnelle au Brésil, principal producteur à l'échelle mondiale. L'indice des prix des céréales est resté globalement

stable pour le troisième mois consécutif, avec notamment la baisse des prix mondiaux du blé, tandis que ceux du maïs et du riz ont grimpé. En 2017, l'Indice a connu une hausse de 3,2% par rapport à 2016, mais est resté 37% en-dessous de son pic record enregistré en 2017. L'indice des prix de la viande a légèrement baissé en décembre en raison de stocks importants qui ont pesé sur les prix de la viande bovine. En 2017, le sous-indice a enregistré une hausse de 9% par rapport à son niveau de 2016.

R. E.

Guelma

Plus de 1 400 pavillons d'élevage avicole dont la plupart actif de manière illégale

■ Au total, 1 428 pavillons d'élevage avicole ont été recensés dans la wilaya de Guelma, dont la majorité active de manière non conforme aux normes édictées par la réglementation, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de l'inspection vétérinaire.

Par Lyes B.

Les statistiques établies par une commission de wilaya composée de plusieurs secteurs, durant la période allant du mois de décembre 2016 et janvier 2018, ont révélé que 966 structures sur le nombre global sont construites à base de ciment tandis que 432 autres sont réalisées en plastique, a précisé Samiha Haderi, médecin vétérinaire relevant de cette inspection. Les sorties sur le terrain effectuées par cette commission dans le cadre d'une initiative locale coïncidant avec la promulgation de l'instruction ministérielle du mois d'avril 2017 portant intégration des aviculteurs actifs dans le marché parallèle dans cette filière, ont montré que le nombre des établissements agréés dénombrés sur le territoire de la wilaya est de 382, tandis que plus de 1 000 autres actifs de manière illégale, a-t-elle affirmé. Les établissements agréés sont répartis sur 217 unités concernées par la production d'œufs, 159 versées dans la production des viandes blanches et 6 autres liées à la production de la viande de dinde, a-t-elle détaillé, notant que des efforts se poursuivent pour l'intégration du plus grand nombre d'aviculteurs dans le marché officiel, dans le cadre de la protection de la santé du consommateur. Pas moins de 136 unités d'élevage avicole actives de manière illicite ont été



intégrées dans le programme d'aviculture entre les mois de janvier 2017 et le début de l'année 2018, dont 95 sont construites en ciment et 41 autres en plastique, a-t-elle fait remarquer, ajoutant que les propriétaires de ces pavillons avaient bénéficié de certificats d'identification temporaires permettant d'exercer cette activité pendant une période d'une année, en attendant le parache-

vement des autres procédures. Les listes du reste des aviculteurs qui actives d'une manière illégale ont été transmises aux présidents des APC, car les communes ont le pouvoir d'examiner la situation de chaque établissement, a-t-on rappelé. La commission de wilaya, composée de représentants des directions du commerce, de l'environnement, de l'agriculture et de la Gendarmerie nationale, poursui-

vra, selon la même responsable, son travail pour une meilleure organisation de cette activité dans cette wilaya, où le plus grand nombre d'infractions est lié à l'acquisition par les aviculteurs de poussins et de médicaments sans documents, le manque d'hygiène dans les bâtiments d'élevage et l'absence de registre de suivi sanitaire du médecin vétérinaire.

L. B./APS

Tiaret Quatre nouvelles spécialités pour la rentrée professionnelle de février

LA DIRECTION de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya de Tiaret compte ouvrir quatre nouvelles spécialités lors de la prochaine session de février 2018, a-t-on appris de cette direction. Il s'agit de deux spécialités dans le cadre de l'apprentissage, à savoir : l'installation et la maintenance des équipements d'irrigation à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle «Houari-Boumediène» dans la commune de Ksar Chellala, le contrôle du remplissage et de conditionnement de produits laitiers à l'Institut spécialisé «Kada-Belkacem» de Tiaret, ainsi que deux autres spécialités en mode résidentiel, à savoir l'hygiène, la sécurité et l'environnement au niveau des deux instituts précités et économie et gestion de l'eau à l'Institut de Ksar Chellala. La formation dans toutes ces disciplines dure 30 mois et permet aux stagiaires d'obtenir un diplôme de technicien supérieur TS. Le chef de service suivi des établissements de formation professionnelle, Missoum Djaafri, a indiqué que ces nouvelles spécialités viennent répondre aux demandes de stagiaires ainsi que d'opérateurs économiques et employeurs en général, au service du développement local en particulier. La direction du secteur a consacré pour la rentrée de la session de février, dont les inscriptions ont été lancées cette semaine, 4 435 nouvelles places pédagogiques qui seront couronnées par un diplôme d'Etat dont 3 370 postes en mode résidentiel. En outre, 1 165 postes sont destinés aux certificats d'aptitude, dont 200 postes pour des cours du soir, 375 pour la pré-formation qualifiante, 125 pour les femmes aux foyers et 25 pour la formation dans les zones rurales qui se concentre sur l'apiculture, l'artisanat et l'agriculture. Il est question aussi de la formation des diplômés des classes d'alphabétisation (100 postes) en plus de l'attribution de 190 postes de formation pour les détenus dans l'établissement pénitentiaire et de 150 postes pour les écoles privées. La wilaya de Tiaret dispose de 21 CFPA, quatre instituts nationaux spécialisés et cinq annexes. Elle sera dotée prochainement d'un nouvel Institut national spécialisé dans l'industrie agroalimentaire réalisé à Sougueur, ainsi qu'une annexe de formation dans la commune de Sidi Bakhti qui devra ouvrir ses portes pour la session de février. La rentrée prochaine est prévue le 25 février et les inscriptions se poursuivront jusqu'au 17 janvier en cours.

R. R.

M. Y.

Constantine

Près de 1 320 logements «bientôt» distribués à El-Khroub

Près de 1 320 Logements publics locatifs (LPL) seront «bientôt» distribués dans la commune d'El Khroub (Constantine), a-t-on appris, jeudi, auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Un tirage au sort pour la distribution de 1 318 logements à caractère social, réalisés au pôle urbain intégré de Massinissa (wilaya de Constantine), «sera organisé dimanche prochain», a indiqué le directeur général (DG) de l'OPGI, Abdelghani Dib. Ce quota de logements, réalisé au profit des demandeurs de logements sociaux de la daïra d'El Khroub, fait partie d'un programme de plus de 5 200 unités de même type implantées sur ce même site et dont les travaux de réalisation ont été entièrement achevés. «Il ne reste que la finalisation des chantiers de voiries et des

réseaux divers (VRD)», a déclaré M. Dib, faisant part de l'importance de ce quota dans la satisfaction de la demande exprimée. La distribution des clés aura lieu après la finalisation des procédures administratives d'usage, a-t-il expliqué, affirmant que toutes les dispositions nécessaires ont été prévues pour permettre la réussite de cette opération. Les autorités locales avaient récemment annoncé la distribution, au début 2018, de plus de 4 000 LPL, a-t-on rappelé, faisant état de la distribution prévisionnelle de plus de 10 600 unités de même type «au courant de l'année». Les logements devant être distribués à Constantine sont implantés dans les pôles urbains intégrés de Massinissa et Ain Nehas (dans la daïra d'El Khroub) et au niveau de l'extension ouest de la ville Ali-Mendjeli, a-t-

on précisé, affirmant que les travaux de réalisation de ces programmes de logements ont été déjà achevés et qu'il ne reste que les travaux de VRD, dont les chantiers sont en cours avec une cadence accélérée. La wilaya de Constantine a bénéficié d'un programme global de plus de 38 000 logements à caractère social, dont plus de 25 000 unités sont parachevées, alors que et le reste a atteint des taux d'avancement appréciables allant de 40% jusqu'à plus de 70%, a-t-on fait savoir. De 2013 à 2017, plus de 20 000 LPL ont été distribués à Constantine (plus de 15 000 unités dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP) et plus de 3 000 LPL dans le cadre du logement social), a-t-on rappelé.

Hocine A.

Tissemsilt

Conférence régionale sur la préparation de la prochaine rentrée scolaire

Une conférence régionale sur la préparation de la prochaine rentrée scolaire (2018-2019) sera organisée aujourd'hui à Tissemsilt, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de l'éducation. Initiée par le ministère de l'Éducation nationale, cette rencontre traitera des orientations

de la ministre portant sur la rationalisation des ressources humaines avec l'exploitation optimale des postes budgétaires ouverts, la maîtrise des besoins prévus en postes et la mise en place d'une analyse objective des systèmes éducatifs pour la prochaine année scolaire. Cette

rencontre de trois jours permettra d'établir un état des lieux dans chaque wilaya (statistiques d'effectifs, groupes scolaires, encadrement pédagogique et administratif et structures prévues d'être réceptionnées). Quatre ateliers seront constitués à cette occasion pour examiner

des sujets pédagogiques. Cette conférence, qui sera encadrée par des directeurs centraux du ministère, ciblera les services d'organisation pédagogique et les personnels de programmation et de suivi des directions de l'éducation de 15 wilayas.

Tourisme en Espagne

Record historique en 2017

L'ESPAGNE a réalisé, en 2017, un record historique en matière d'accueil des touristes internationaux, en dépassant pour la première fois la barre des 80 millions qui la place au second rang mondial en dépit de l'instabilité politique en Catalogne, selon les données de l'institut espagnol des statistiques. Selon le même organisme, l'Espagne a accueilli durant l'année qui vient de s'écouler 82 millions de touristes internationaux, soit 8,9% de plus qu'en 2016, ce qui la place au deuxième rang mondial en termes de nombres de touristes étrangers dépassant pour la première fois les Etats-Unis et suivant les traces de la France. Jusqu'en novembre, l'Espagne avait accueilli 77,8 millions de touristes, un chiffre qui constituait déjà le record historique et qui laissait présager que la barrière des 80 millions allait être dépassée, de même pour les dépenses totales effectuées par les touristes qui ont augmenté. Un montant de 87 milliards d'euros a été dépensé durant l'année passée, selon la même source qui précise qu'une augmentation de l'ordre de 12,4% a été réalisée par rapport à l'année 2016. En outre, les dépenses moyennes par touriste ont augmenté de 3,1%, atteignant 1 061 euros par personne, alors que la dépense journalière moyenne a atteint 137 euros, ce qui représente une croissance de 4,4%. La Catalogne accueille le plus grand nombre de touristes étrangers. En dépit de l'instabilité politique générée par l'organisation en octobre du référendum illégal et la baisse en termes de touristes qui s'en est suivie, la Catalogne a été en 2017 la communauté espagnole qui a reçu le plus grand nombre de touristes internationaux avec plus de 18,2 millions, selon les données de l'institut espagnol des statistiques, soit une augmentation de 6,1% par rapport à l'année 2016. Viennent ensuite les îles Baléares, avec 13,7 millions et une croissance de 6,2% et les îles Canaries avec près de 13 millions et une augmentation de 7,9%. La Catalogne a enregistré, selon le nouveau secrétaire de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), Zurab Pololikashvili, une baisse du tourisme au cours du dernier trimestre de l'année 2017 qui oscille entre 15 et 20% en raison de l'instabilité politique. Il s'est toutefois montré optimiste quant à la reprise du tourisme catalan au cours de l'année 2018, une fois résolue la situation politique dans la région.

Aida M.

Bulgarie

Manifestations pour dénoncer la corruption à Sofia

■ Des Bulgares ont manifesté à Sofia pour réclamer une amélioration du niveau de vie et pour dénoncer la corruption, à l'occasion de l'inauguration, avant-hier, de la présidence bulgare de l'Union européenne.

Par Mina Kh.

« **L**a corruption fait la force », affirmait une banderole qui ridiculisait le slogan de la présidence bulgare de l'UE «L'Union fait la force». Des écologistes mais aussi des groupes pro-russes et anti-européens tout comme des défenseurs des droits des femmes, des policiers et des retraités ont réclamé – lors d'une dizaine de manifestations différentes organisées tout au long de la journée –, une augmentation des salaires et des retraites. Seuls les policiers ont obtenu un résultat immédiat, le Premier ministre, Boïko Borissov, ayant accepté d'accorder 100 millions de leva (50 M Eur) pour l'augmentation de leurs salaires. Un petit groupe de manifestants hostiles à l'Otan et à l'UE s'est réuni pour brûler le drapeau européen et scander «Otan dehors»,



PH. > D. R.

position peu partagée en Bulgarie, un des membres les plus enthousiastes de l'UE. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a comparé les Balkans occidentaux à la série télévisée «Game of

Thrones», mais sans les dragons, lors de l'inauguration de la présidence bulgare de l'UE avant-hier à Sofia. Présent, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a évoqué une des priorités de la

nouvelle présidence tournante : donner une perspective européenne aux Balkans occidentaux, soit les pays issus de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie.

M. Kh.

Californie du Sud/Etats-Unis

17 morts et 8 personnes portées disparues après des glissements de terrain

Huit personnes sont toujours portées disparues suite aux coulées de boue meurtrières qui ont déjà tué 17 personnes dans le comté de Santa Barbara en Californie, dans l'ouest des Etats-Unis, ont déclaré avant-hier les autorités locales. «Le nombre exact de personnes portées disparues est descendu à huit», a déclaré par téléphone à Xinhua Mike Eliason, attaché de presse

du département des pompiers du comté de Santa Barbara. «Le nombre des décès confirmés est de 17, et le nombre des blessés confirmés de 28. Parmi ces 28 blessés, quatre sont dans un état critique dans un hôpital local», a ajouté M. Eliason. Une puissante tempête hivernale a frappé la côte Ouest des Etats-Unis lundi dernier, entraînant de fortes pluies et provoquant mardi matin des cou-

lées de boue et des glissements de terrain dans plusieurs quartiers résidentiels. Dans le comté de Santa Barbara, une centaine de maisons ont été détruites, et quelque 300 autres endommagées, a précisé M. Eliason. Les opérations de secours vont bon train, et 683 sauveteurs travaillent à présent sur les lieux, contre 450 mercredi, a-t-il indiqué. La plupart des décès se sont produits dans

ou autour de Montecito, une enclave aisée au nord-ouest de Los Angeles et où vivent quelque 9 000 personnes. Plusieurs maisons et commerces de la région n'ont toujours ni électricité ni eau courante. Le service des eaux du district de Montecito continuait avant-hier à distribuer des rations d'eau d'urgence à tous les résidents qui en auraient besoin.

Jugurtha N.

Afin de répondre aux urgences humanitaires pour l'année 2018 Haïti appelle à la collecte de fonds humanitaires de 252 millions de dollars

Le gouvernement haïtien et ses partenaires internationaux ont lancé avant-hier un appel à financement à hauteur de 252 millions de dollars afin de répondre aux urgences humanitaires pour l'année 2018. En 2017, Haïti a été épargnée par les catastrophes naturelles qui ont été dévastatrices pour certaines îles de la Caraïbe mais le pays reste en proie à une situation humanitaire inquiétante car les conséquences des catastrophes passées n'ont toujours pas été résolues. Huit ans après le séisme qui a tué plus de 200 000 personnes et ravagé l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, plus de 38 000 sinistrés vivent encore dans des camps de fortune. Par ailleurs, un an après le passage de l'ouragan Matthew sur le sud, plus d'un million de citoyens ont toujours besoin d'assistance, selon ce plan de réponse humanitaire. Les expulsions d'Haïtiens de la République dominicaine, depuis le changement de sa politique migratoire, se poursuivent à un rythme effréné. Déjà 230 000 personnes, dont 16% de mineurs, ont quitté le pays voisin depuis juillet 2015 et ont

besoin d'assistance pour réintégrer leurs communautés qu'elles ont parfois quitté depuis des années. Elaboré en partenariat avec les agences des Nations unies travaillant en Haïti, ce plan de réponse humanitaire risque, comme les années passées, de ne pas être suivi à la lettre faute de financement. En 2017, seuls 37% des fonds nécessaires avaient été collectés auprès des bailleurs. «On est dans un contexte de diminution de l'aide externe. Le gouvernement est en train de voir comment atteindre l'autonomisation pour financer le relèvement et pour faire la transition vers le développement», a indiqué Aviol Fleurant, ministre haïtien de la

Planification et de la Coopération externe. En matière d'action humanitaire, le Président Jovenel Moïse répète vouloir sortir le pays de l'assistanat et n'hésite pas à critiquer l'aide internationale qui, au fil des décennies, n'a pas permis à son pays de sortir de l'extrême pauvreté. «Trente ans d'assistanat et plusieurs milliards de dollars dépensés par nos partenaires internationaux, pour la plupart pour financer des petits projets non structurés, ont tristement démontré leur limite», a déclaré lundi dernier le chef de l'Etat dans son discours à l'occasion de la rentrée parlementaire.

Nacer F.

Birmanie

Séisme de magnitude 6 à Pyu

Un séisme de magnitude 6 a frappé hier (heure locale) la Birmanie, a annoncé l'Institut américain de géophysique (USGS). Le séisme

s'est produit à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de la ville de Pyu, a indiqué l'USGS. Cette ville est située entre la capitale Naypyidaw

et la capitale économique Rangoun. Le tremblement de terre a été suivi par deux répliques d'une magnitude de 5,3 chacune. **APS.**



Sahara occidental

Les acquis consacrent la détermination du peuple à aller de l'avant vers sa libération

■ Le président sahraoui, Secrétaire du Front Polisario, Brahim Ghali, a salué la détermination du peuple sahraoui à aller de l'avant vers sa libération, loin de toute expectative ou attentisme, mettant en avant les acquis réalisés par la cause sahraouie tout au long de l'année écoulée, notamment au niveau africain en déjouant les multiples manœuvres de l'occupation marocaine visant à porter atteinte à la place de l'Etat sahraoui au sein de l'Union africaine.

Par Amel N.

Dans un message diffusé mercredi par l'Agence de presse sahraouie (SPS), en marge de la clôture de la Conférence annuelle des relations extérieures, tenue pendant trois jours à la base militaire du martyr Heddad, le président Ghali a réitéré son appel au royaume du Maroc à œuvrer pour le règlement du conflit «conformément aux frontières héritées du colonialisme et partant, assurer la coexistence entre deux pays voisins membres de l'UA, le Maroc et la République sahraouie dans le respect mutuel, le bon voisinage et la coopération au mieux des intérêts des peuples des deux pays et de la région».

Des victoires sur plusieurs plans et d'autres à venir

Le président sahraoui a mis en exergue «le caractère particulier» de l'année 2017 en termes d'action nationale, en général et diplomatique en particulier, où la cause sahraouie a enregistré des victoires et des acquis importants. «Nous notons avec satisfaction que toutes ces victoires consacrent la détermination du peuple sahraoui à aller de l'avant vers sa libération, loin de toute expectative ou attentisme», a indiqué le Président Ghali. Evoquant les principaux acquis, il a cité notamment «l'action constante et intense, au niveau du continent africain, de la diplomatie sahraouie qui a eu à mener des combats féroces pour déjouer les multiples manœuvres de l'occupation marocaine visant à porter atteinte à la place de la République sahraouie au sein de l'UA». «Plusieurs capitales africaines ont été, à maintes occasions, le théâtre de ces tentatives marocaines, dont Malabo, Maputo, Kigali, le Caire, Addis Ababa, Abidjan et bien d'autres», a rappelé le président sahraoui, soulignant «la victoire qu'a remportée la cause nationale lors du sommet EU-UA organisé en Côte d'Ivoire». Qualifiant cette étape de tournant important, le Président Ghali a dit espérer «sincèrement que cette étape soit le début d'une nouvelle ère, une ère qui verra le règlement du conflit au Sahara occidental sur la base de la légalité internationale, consacrée par la charte de l'ONU et l'acte constitutif de l'UA». Abordant la spoliation continue des ressources naturelles du Sahara occidental par l'occupant marocain, le Président Ghali a mis en avant les succès réalisés

sur le plan juridique et judiciaire, notamment au niveau européen, avant d'appeler l'UE à «assumer ses responsabilités juridiques et morales en faveur d'une solution juste, démocratique et durable au conflit, en respectant l'arrêt de la CJUE et les principes fondateurs de l'UE». Il a appelé, dans ce contexte, la Commission de l'UE à «cesser immédiatement ses tentatives injustifiées pour contourner l'arrêt», notamment dans ses dispositions relatives à la pêche qui stipulent que l'accord ne doit pas couvrir les eaux territoriales du Sahara occidental car cela constitue une violation flagrante de l'arrêt et du droit européen et international. A rappeler, à ce propos, la publication mercredi des conclusions de l'Avocat général de la CJUE qui a jugé «invalide» l'accord de pêche UE-Maroc en raison de son application au Sahara occidental ainsi que l'appel lancé par le député européen Florent Marcellesi à la Commission européenne de «suspendre immédiatement» les négociations avec le Maroc sur de nouveaux accords de pêche et d'agriculture. A ce titre, le Front Polisario a lancé mercredi un appel solennel à l'ensemble des compagnies européennes présentes au Sahara occidental et dans les eaux adjacentes de se conformer aux décisions judiciaires internationales rendues à cet effet. Le président sahraoui a saisi l'occasion pour saluer la résistance et la lutte du peuple sahraoui «dans les territoires occupés pour l'indépendance en dépit de la répression et du blocus», soulignant que «cette résistance pacifique et la question des droits de l'homme et des ressources naturelles seront sans nul doute au centre de l'action diplomatique sahraouie pour défendre la cause sahraouie et mettre à nu les violations commises par le Maroc». Concernant ces violations, le président sahraoui



raoui a évoqué les souffrances des détenus politiques du groupe «Gdeim izik», appelant, dans ce contexte, à «l'application immédiate du droit humanitaire international à leur profit et au profit de l'ensemble des détenus politiques, par leur libération immédiate et leur transfert vers leur pays». Il a dénoncé, en outre, la violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu et de la convention militaire N.1 par le Maroc qui a procédé unilatéralement à l'ouverture un passage dans la zone tampon d'El Guergarat, principale raison, a-t-il dit, du regain de tension dans cette région. Il a appelé l'ONU à parachever le processus de décolonisation au Sahara occidental et à accélérer le règlement des problèmes découlant de cette flagrante violation, et ce, en application de la résolution 2351 du Conseil de sécurité, comprenant notamment l'envoi d'une mission technique.

La diplomatie sahraouie, armée d'une cause juste

Concernant l'action diplomatique sahraouie en faveur de la cause sahraouie, le Président Ghali a affirmé que les militants sahraouis qui activent à l'extérieur «sont armés de leur cause juste, qui est capable de mettre en échec toutes les pratiques immorales et les manœuvres viles auxquels recourt l'Etat d'occupation marocaine», ajoutant que «cette cause juste est soutenue par le droit et la légalité internationaux et par un peuple opprimé, convaincu de la victoire inéluctable». L'action diplomatique sahraouie est encadrée par un ensemble de programmes et de politiques, conçus à partir des objectifs cardinaux du peuple sahraoui, que sont la liberté et l'indépendance, concrétisés aujourd'hui dans les résolutions du 14^e Congrès du Front

Polisario et le programme annuel du gouvernement, a précisé le Président Ghali. Le président sahraoui a conclu son allocution en affirmant que ce qui est attendu de cette Conférence est «une contribution concrète reflétant notre conviction, à tous, de la nécessité de promouvoir nos relations extérieures pour être la hauteur des défis et enjeux qu'imposent les développements continus de la scène nationale, régionale et internationale». «Les défis sont grands et les responsabilités lourdes, mais les perspectives sont prometteuses et les souffrances qu'endure au quotidien le peuple sahraoui ne font que renforcer sa détermination et son attachement à sa lutte légitime en vue d'arracher ses droits légitimes, à leur tête, le parachèvement de la souveraineté de son Etat sur l'ensemble de son territoire national», a soutenu le Président Ghali.

A. N./APS

Libye

L'ONU appelle à une fin pacifique de la période de transition en 2018

Le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires politiques, l'Américain Jeffrey Feltman, a appelé, à Tripoli, à une fin de la période de transition en Libye à travers l'organisation des élections en 2018. «L'objectif est (...) de mettre fin à cette phase de transition à travers un processus pacifique et incluant toutes les parties avec la mise en place d'un gouvernement qui sera l'aboutissement de la volonté du peuple libyen», a déclaré M. Feltman. M. Feltman s'exprimait à l'issue de sa rencontre avec le Chef du gouvernement d'union nationale (GNA), Fayez

al-Sarraj, appuyé par la communauté internationale. Il a souligné «l'engagement» des «Nations unies à soutenir la mise en œuvre totale du processus (politique) libyen annoncé en septembre l'an dernier». Ce plan d'action présenté par l'envoyé spécial de l'ONU en Libye Ghassan Salamé, prévoit notamment des élections législatives et présidentielles en 2018. M. Feltman a reconnu toutefois que le parcours était encore long. «Nous sommes bien conscients que des élections crédibles nécessitent une entente en matière d'accords politiques, de soutien technique,

d'un cadre législatif qui doit encore être mis en place et d'une loi électorale mais également des conditions de sécurité qui doivent être réunies afin de permettre le déroulement d'élections dans toute la Libye». Il a ajouté que les Nations unies contribueront «à réunir les conditions politiques, sécuritaires, techniques et législatives pour organiser des élections en 2018». M. Feltman a rappelé que l'accord politique inter-libyen de 2015 était «le seul cadre viable pour mettre fin à la période transitoire».

R. M.



Proche-Orient

Les Palestiniens examinent la riposte à Trump

■ Les dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) se réunissent dimanche et lundi à Ramallah pour examiner la riposte à la reconnaissance par le président américain, Donald Trump, de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Par Rosa C.

La suspension de l'histoire reconstruite d'Israël remontant à 1988 est l'une des options proposées à la discussion du Conseil central palestinien, l'un des organes de l'OLP, l'entité reconnue internationalement comme représentant les Palestiniens des Territoires et de la diaspora, ont indiqué des délégués. Avec une telle suspension serait remis en cause l'un des principes fondateurs de l'effort de paix déjà très mal en point entre Israéliens et Palestiniens, et des accords d'Oslo.

Le scepticisme est cependant très grand que la direction palestinienne aille jusqu'au bout d'une logique aux implications difficilement prévisibles mais potentiellement destructrices.

Quelle que soit la conclusion des plus de 120 membres du Conseil central, la décision échoira en dernier ressort au président Mahmoud Abbas.

Le Conseil avait approuvé en 2015 la fin de la coopération sécuritaire, aspect crucial des relations avec Israël, mais le vote était resté lettre morte.

L'éventualité d'une riposte retentissante donne cependant la mesure de la colère provoquée par les choix de la Maison-Blanche, qui ont culminé le 6 décembre quand M. Trump a annoncé reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël. Cette rupture unilatérale avec des décennies de diplomatie américaine et internationale, interprétée comme la dénégation des revendications palestiniennes sur Jérusalem-Est annexée et occupée, a suscité des violences qui ont causé la mort de seize Palestiniens.

Un Israélien a par ailleurs été assassiné mardi sans que les motivations de ses meurtriers, présumés palestiniens, soient connues.

L'annonce du 6 décembre a provoqué la fureur de la direction palestinienne, qui a gelé les contacts avec l'administration Trump. Aucun dirigeant palestinien ne devrait rencontrer le vice-président Mike Pence attendu à Jérusalem les 22 et 23 janvier après avoir reporté une visite initialement prévue mi-décembre. Les États-Unis se sont disqualifiés comme intermédiaire des discussions de paix, disent les



dirigeants palestiniens.

Pour eux, la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël n'est que l'expression de trop d'un clair parti pris pro-Israélien, déjà manifesté par le non-engagement en faveur de la création d'un État palestinien, la discrétion observée sur la poursuite de la colonisation israélienne des territoires palestiniens occupés ou encore la menace de fermeture du bureau de l'OLP à Washington.

«La partie palestinienne ne peut pas être la seule à respecter des accords que l'autre partie (Israël) passe son temps à violer», a déclaré à l'AFP Ahmed Majdalani, un des membres de la direction de l'OLP. Une commission créée pour formuler des réponses à l'annonce de M. Trump recommandera à l'OLP de redéfinir la relation palesti-

nienne avec Israël, a ajouté M. Majdalani. L'une des possibilités est la suspension de la reconnaissance d'Israël.

Les lettres de reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël, formalisant côté palestinien une décision de 1988, ont prélué en 1993 aux accords d'Oslo censés conduire à une paix qui se fait toujours attendre presque 25 ans après.

Les accords créaient une Autorité palestinienne exerçant un pouvoir limité sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, et largement considérée comme préfigurant la création d'un État palestinien indépendant au terme de négociations aujourd'hui embourbées.

Un examen de la situation depuis Oslo est inscrit à l'ordre du jour du Conseil central, dont le président Abbas devrait ouvrir

les travaux par une allocution dimanche soir. Les mouvements islamistes Hamas et Jihad islamique, deux ennemis d'Israël, ont été invités, mais leur participation est incertaine, ont dit des délégués. La direction palestinienne cherche à modifier le cap, mais se divise en deux camps, explique l'analyste palestinienne Nour Odeh.

«Pour l'un, une ère complètement nouvelle s'est ouverte avec Trump et on ne peut plus continuer comme avant. L'autre camp est moins convaincu que le reste du monde est prêt à nous soutenir dans une confrontation avec l'administration américaine», dit-elle. «La vraie question, c'est de savoir quoi faire pour ne pas nous retrouver seuls, le dos au mur».

R. C.



Points chauds

Autorité

Par Fouzia Mahmoudi

Si cela fait déjà quelques décennies que le Parti socialiste français a perdu de son lustre, les dernières années où il put encore jouir d'une respectabilité et d'une image de «grand» parti sont celles durant lesquelles Martine Aubry était à sa direction. D'ailleurs, durant le mandat de François Hollande plusieurs voix s'élevaient pour demander le retour de la maire de Lille à la tête du PS et même si elle avait toujours rejeté ces appels du pied, elle reste néanmoins toujours concernée par le futur du mouvement dont elle a fait partie durant plusieurs décennies. En effet, l'ancienne première secrétaire du Parti socialiste a jugé cette semaine que le futur patron du parti devrait avoir de «l'autorité». «Il faut quelqu'un qui ait de l'autorité : j'ai été bien placée pour savoir qu'on n'était pas au pays des Bisounours ! Il faut une ligne et ramener tout le monde dans cette ligne», a-t-elle dit en marge d'une conférence de presse à la mairie, où elle recevait des syndicats de Pimkie. Selon Martine Aubry, «l'unité ne se déclare pas en disant ne nous divisons pas, c'est très bien qu'il y ait plusieurs candidats sur des lignes à l'évidence différentes. L'unité pour l'unité, ça ne veut rien dire». Trois députés ont annoncé leur candidature à la tête du PS : Olivier Faure, ancien porte-parole du PS et président du groupe Nouvelle Gauche à l'Assemblée, Stéphane Le Foll, député de la Sarthe et ancien ministre de l'Agriculture, et Luc Carvounas, député socialiste du Val-de-Marne. Si Martine Aubry, qui a occupé le poste de première secrétaire de 2008 à 2012, a dit avoir son idée sur son candidat préféré, elle a confié attendre de «regarder le fond» des projets des postulants avant d'annoncer son choix. Les candidats à la succession de l'ex-premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis ont jusqu'au 27 janvier pour se faire connaître, l'élection étant prévue le 29 mars, et le congrès les 7 et 8 avril. Mais il est peu certain qu'aucun de ces candidats ne soit à même de sauver le PS qui a fait naufrage cette année à la suite d'une élection présidentielle catastrophique avec un candidat, Benoît Hamon, qui non seulement ne s'est pas qualifié, mais a été éliminé avec un score digne de petits partis. Le sort du PS n'est cependant aujourd'hui pas uniquement lié au choix d'un nouveau chef, mais doit réussir à se définir et à trouver sa place entre La France Insoumise de Mélenchon et le parti présidentiel La République en Marche ! créé par Emmanuel Macron. Des partis qui représentent à eux deux les deux lignes qui déchiraient le PS et qui offrent aux sympathisants de gauche des alternatives suffisantes pour faire oublier le Parti socialiste.

F. M.

Corée du Nord

Regain d'activité sur un site d'essais nucléaires

Pyongyang a intensifié ses travaux de terrassement dans un tunnel de son principal site d'essais nucléaires, affirme hier un site internet spécialisé, alors que la situation s'est nettement apaisée sur la péninsule depuis le début de l'année.

Le site très respecté «38 North» appuie ses dires sur l'interprétation d'images satellite qui montrent une activité plus importante sur le site de Punggye-ri, où l'on voit notamment des chariots miniers, des ouvriers ou encore des amoncellements de plus en plus grands de déchets d'excavation.

«Ces activités témoignent des efforts continus de la Corée du Nord pour entretenir les capacités du site de Punggye-ri en vue d'éventuels essais nucléaires futurs», indique le site internet.

La Corée du Nord a réalisé six essais nucléaires, donc cinq sous le Mont Mantap, à partir du Tunnel Nord du site de Punggye-ri, dans le nord-est du pays.

Après une série de secousses sismiques repérées sur le site, «38 North» avait indiqué en octobre que le site de Punggye-ri pourrait être affecté par le «syndrome de la montagne fatiguée» à la suite du dernier essai.

Le «syndrome de la montagne fatiguée» décrit un site dont la structure géologique a été fragilisée par des explosions nucléaires souterraines répétées.

«38 North» jugeait cependant peu probable que le site de Punggye-ri soit abandonné, en pointant l'existence d'autres tunnels.

Après observation des dernières photos satellites, «38 North» indique que le Tunnel Nord semble «en sommeil», avec de l'eau s'écoulant de son entrée. Mais il observe que «les excavations se sont accélérées au Portail Ouest». Ailleurs sur le site, «38 North» fait état d'activités inhabituelles avec notamment 100 à 120 ouvriers alignés

dans une cour, pour une raison inconnue.

Ces clichés datent de décembre, soit peu avant que le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un ne fasse, à l'occasion de son adresse annuelle du Nouvel An, un rare geste d'ouverture en direction du Sud.

Ce changement d'attitude, après deux années de tensions sur la péninsule en raison des programmes nucléaire et balistique du Nord, a permis la tenue mardi des premières discussions intercoréennes en plus de deux ans.

La Corée du Nord a accepté à cette occasion d'envoyer en février une délégation aux jeux Olympiques d'hiver qui auront lieu à Pyeongchang, en Corée du Sud.

Trois des six essais nucléaires nord-coréens ont été réalisés depuis le début 2016. Le dernier en date, le plus puissant, date de septembre.



Festival national des arts traditionnels amazighs à Bouira

Forte participation de plusieurs wilayas

■ Le coup d'envoi du Festival national des arts traditionnels amazighs d'Ahl Laksar (Bouira) a été donné jeudi matin, avec la participation de quinze wilayas du pays et une centaine d'exposants à l'occasion de la célébration officielle de Yennayer 2968.

Par Abla Selles

Le Festival national des arts traditionnels amazighs d'Ahl Laksar (Bouira) a été ouvert jeudi matin devant un public nombreux. Des artistes et artisans venus de quinze wilayas ont pris part à cet événement. Une ambiance festive a régné dans la région d'Ahl Laksar, mettant en valeur le patrimoine amazigh.

«Nous avons lancé ce festival national pour mettre en valeur notre richesse culturelle berbère en Algérie. Et nous avons enregistré la participation de 15 wilayas venues exposer leurs produits artisanaux traditionnels à l'occasion de Yennayer. Le public assiste à une grande fête cette année», a indiqué à la presse Massinissa Rezzig, président

de l'association Amazigh, organisatrice de l'événement.

Des expositions diverses consacrées à tous les produits et objets artisanaux berbères locaux (poterie, habits, plats et bijoux traditionnels), typiques à chaque wilaya, sont mis en exergue pour faire valoir au public le patrimoine amazigh de chaque région à l'occasion de Yennayer, consacré fête nationale et officielle cette année par le président de la République.

Le principal boulevard de la ville d'Ahl Laksar connaît depuis la matinée une animation inhabituelle en raison du grand nombre de visiteurs qui y affluent pour assister aux festivités culturelles célébrant le nouvel an amazigh 2968. D'aucuns ont considéré que les différentes couleurs des robes berbères et autres habits traditionnels expo-



sés comme des étendards tout au long du boulevard ont changé complètement le visage de la ville d'Ahl Laksar et donné une beauté exemplaire au lieu.

Les familles, en grand nombre, sont sorties dans la ville d'Ahl Laksar pour assister aux spectacles de danse et de musique qui animent la fête de Yennayer. Etrennant leurs tenues berbères traditionnelles, robes et burnous, les exposants participant au festival, dont le nombre dépasse les 400 personnes,

prennent part à une balade générale sur le principal boulevard de la ville d'Ahl Laksar. D'allure fière, les jeunes participants à la «promenade», ponctuée par des youyouos des femmes présentes, arborent, devant le public, des habits traditionnels amazighs d'une rare beauté. Une immense joie se lit sur les visages des participants venus des différentes wilayas, ainsi que des quatre coins de la wilaya de Bouira pour admirer la beauté du spectacle qui a duré

plus d'une heure. Outre la balade et les expositions, des conférences sur l'histoire de Yennayer se poursuivent toujours. Ce sont les chercheurs et enseignants en tamazight, Hamid Billak, Hassan Hellouane et Brahim Tazaghat, qui continuent de les animer, a ajouté le président de l'association Amazigh. Le programme s'est clôturé hier soir avec un gala artistique animé par des chanteurs locaux.

A. S.

Théâtre régional de Constantine

Des textes en amazigh seront adaptés au théâtre

Le théâtre régional de Constantine (TRC) Mohamed-Tahar-Fergani accueillera des textes écrits en langue amazighe en vue de matérialiser les meilleures œuvres en 2018, afin de faire découvrir au public des spectacles se déclinant sous d'autres langues par des artistes du TRC.

Cette initiative, saluée unanimement par les artistes approchés par la presse, «enrichira certainement le répertoire de ce théâtre régional tout en encourageant l'écriture dramaturge en

tamazight», ont-ils estimé.

Karim Boudchiche qui a mis en scène en 2015 la pièce «Amenoukal», première œuvre en tamazight produite par le TRC, a fait part de son «total soutien» pour ce projet qui permettra, a-t-il dit, de «revitaliser ce genre théâtral, absent des planches de Constantine et de promouvoir la langue amazighe».

Lauréate du prix du jury du Festival national de théâtre amazigh en 2015, la pièce «Amenoukal» a reçu un large écho auprès du public, particu-

lièrement à Constantine, où les adeptes du père des arts avaient découvert, pour la première fois, une œuvre amazighe produite par les artistes de leur propre ville.

Le texte de la pièce avait été adapté d'un poème d'Aïssa Redaf, publié dans la revue «Azourène», a ajouté le même artiste, notant que cette œuvre a constitué un défi pour certains comédiens dont Djamel Mezouari et Chaker pour apprendre la langue chaoui.

De son côté, Kamel Ferad,

comédien et réalisateur, a estimé que le théâtre amazigh connaît une «grande évolution» en Algérie, soulignant que la langue ne constitue point un obstacle pour la créativité. «Depuis plusieurs années, je souhaitais mener une expérience en théâtre amazigh, car cette langue fait partie de notre identité réaffirmée par la récente décision du président de la République Abdelaziz Bouteflika de consacrer le 12 janvier journée nationale», a-t-il affirmé.

D. R.

Festival de chant et musique amazighs à Tamanrasset

La célébration de Yennayer au cœur de l'événement

Le Festival culturel national de chant et musique amazighs, prévu du 10 au 13 janvier courant, sera au centre de la célébration à Tamanrasset de Yennayer (nouvel an amazigh), a affirmé mardi le commissaire du festival, Mouloud Fertouni. Cet

événement artistique et culturel national revêt cette année une dimension particulière, car coïncidant avec la célébration du nouvel an amazigh (Yennayer 2968) qui vient d'être officialisé par le Président Abdelaziz Bouteflika, comme fête nation-

le, ce qui ne manquera pas de lui conférer un cachet particulier et de contribuer à la consolidation du lien entre la société algérienne et sa culture amazighe authentique, a indiqué M. Fertouni lors d'un point de presse. Ce festival, qui en est à sa 9^e

édition et qui constitue un jalon dans la promotion de la culture amazighe dans ses différentes formes d'expression, dont le chant qui véhicule un patrimoine immatériel riche, prévoit une diverses activités réparties entre la place du 1^{er}-Novembre et la Maison de la culture de Tamanrasset.

Différents genres de chants amazighs du pays seront en compétition lors de ce festival pour décrocher le prix de la meilleure interprétation et musique, en plus de la participation de troupes locales et de la Diva du genre Tindi, Badi Lalla.

L'occasion sera offerte aux participants pour visiter des sites archéologiques et touristiques ainsi que le musée du Parc culturel de l'Ahaggar.

M. K.

Festival du court-métrage et de la photographie à Oran

Plus de 200 candidats à la première édition

Plus de 200 jeunes ont répondu à l'appel à candidature lancée par l'association socio-culturelle oranaise «Santé Sidi El-Houari» (SDH) en vue de leur participation au 1^{er} Festival du court-métrage et de la photographie, prévu du 18 au 20 janvier, ont indiqué jeudi les organisateurs. «Les propositions des candidats seront examinées par

un jury qui sélectionnera trente œuvres (courts-métrages et 20 photographies) pour l'entrée en compétition», a précisé à la presse Nadjia Lamri, chargée de la communication à l'association «SDH».

La cérémonie d'ouverture du festival est prévue durant la soirée du 18 janvier au niveau du théâtre régional d'Oran

«Abdelkader-Alloula» (TRO), a-t-elle fait savoir.

Le jury est présidé par le comédien Hassan Kechache, accompagné de plusieurs artistes et spécialistes de l'image, à l'instar de Hamid Aouragh, Fathi Sahraoui, Sarah Berretima, Mihoub Hernouf et Sadek Rahim, a révélé la responsable.

F. H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Hôtel Sofitel (El Hamma)
Jusqu'au 6 février :

Exposition photographique nommée «Alger, ville de tous les contrastes» est organisée depuis le 6 janvier et se poursuivra jusqu'au 6 février prochain tout en reprenant les travaux de la photographe Yasmin Lalle. L'exposition s'intéresse, comme son nom l'indique, aux différents aspects de la capitale, au travers de photographies capturant la vie quotidienne d'une ville aux multiples facettes.

Galerie des ateliers

Bouffée d'Art (Résidence Sahraoui)

Jusqu'au 13 janvier :

Exposition-vente collective de peintures avec les artistes Moussa Bourdine, Nouredine Chegrane, Moncef Guita et Rezki Zerarti.

Salle des Actes de

l'Institut Cervantès d'Alger (rue Khelifa-Boukhalfa, Alger-Centre)

Jusqu'au 25 janvier 2018 :

A l'occasion du 80^e anniversaire du Guernica de Picasso, l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger organisent une exposition intitulée «Dialogue hispano-algérien sur le Guernica».



Handball/CAN-2018

Ait-Allah Khomeini supplée à Rahim

LE JOUEUR du CRB Aintouta, Hammoud Ait-Allah Khomeini, sera convoqué en équipe nationale de handball (messieurs) afin de remplacer Abdelkader Rahim (Dunkerque/France) qui a quitté lundi en plein tournoi international du Qatar, le sept national lequel préparait la Coupe d'Afrique des Nations de handball (17-27 janvier) au Gabon, a appris l'APS mercredi auprès du staff technique national.

Le joueur Ait-Allah Khomeini rejoindra la sélection dès son retour jeudi à Alger, après avoir pris part à tous les stades de préparation sous la direction du nouveau staff technique national composé du duo Sofiane Hiaouani et Mohamed-Seghir Zineddine, mais absent au tournoi international de Doha.

«Abdelkader Rahim a décidé de quitter la sélection sous prétexte que le groupe n'avait pas le niveau pour réussir une campagne africaine au Gabon. Sincèrement, ce joueur n'a montré aucun engagement depuis qu'il a rejoint le stage de l'équipe en Serbie», avait déclaré Hiaouani. «La goutte qui a fait déborder le vase est incontestablement son manque de respect envers le staff technique, et surtout qu'il n'a pas respecté mes consignes lors du match devant le Qatar (40-21), en soulignant qu'il adoptait sa façon de jouer, raison pour laquelle nous n'avons pas toléré ses agissements. En tant que staff technique, nous sommes responsables des résultats de l'équipe. Par la suite, il a pris contact avec la Fédération pour demander son départ du stage», a ajouté l'entraîneur national.

Par ailleurs, l'arrière de la sélection algérienne, Ayoub Abdi, indisponible trois semaines après une blessure à l'épaule, sera forfait pour le rendez-vous gabonais. Abdi (22 ans) s'est blessé lors de la victoire de l'Algérie face à Cuba (32-20).

«Il sera remplacé par Arib Réda (GS Pétroliers) qui a fait toute la procédure de vaccination», a ajouté le sélectionneur national. Le sept algérien a conclu sa participation au tournoi du Qatar avec un bilan de

deux victoires, respectivement devant Cuba (32-20) et Oman (28-27), contre deux défaites : Qatar (21-40) et Iran (28-31).

La sélection algérienne qui prépare la Coupe d'Afrique des nations 2018 au Gabon (17-27 janvier), ralliera Alger jeudi avant de s'envoler pour Libreville dimanche prochain.

A la CAN-2018, l'Algérie évoluera lors du premier tour de la compétition dans la poule A aux côtés du Gabon, de la Tunisie (vice-championne d'Afrique), du Cameroun et du Congo, tandis que le groupe B est composé de l'Egypte (tenante du titre), du Maroc, de la RD Congo, de l'Angola et du Nigeria.

Les trois premiers de la compétition représenteront l'Afrique au Championnat du monde, prévu en Allemagne et au Danemark en 2019.

Le demi-centre de la sélection algérienne de handball, Kader Rahim, a qualifié de «mensongères» les raisons évoquées par l'entraîneur national Sofiane Hiaouani pour expliquer le départ du joueur des rangs des Verts en plein tournoi international du Qatar. Ce qu'a dit Hiaouani est «*totallement faux et mensonger*», a résumé jeudi le joueur de Dunkerque (France), contacté au téléphone par l'APS.

«Je vais m'adresser à la presse ce week-end (et) vous entendrez la vraie version des faits. Très loin de ce qu'il a pu dire», a-t-il simplement lâché.

Selon Sofiane Hiaouani, le joueur, qui a quitté le Sept national lundi à Doha, n'a «montré aucun engagement envers la sélection et pris la décision de partir de son plein gré». «La goutte qui a fait déborder le vase est incontestablement son manque de respect envers le staff technique lors de la victoire face à Cuba», avait ajouté l'ancien coach du CR Bordj Bou Arréridj qui vient de convoquer Ayat Allah Khomeini Hamoud (ES Ain Touta) pour remplacer Rahim dont l'absence s'ajoute à celles d'Ayoub Abdi et Hichem Kaâbache, blessés et indisponibles pour la Coupe d'Afrique des nations 2018 (17-27 janvier au Gabon).

Coupe d'Algérie de football (16^{es} de finale)
Le CSC à l'épreuve de l'USMA, le MCA en danger

■ Les 16^{es} de finale de la Coupe d'Algérie de football se poursuivent aujourd'hui avec le choc de ce tour qui opposera deux ténors de la Ligue I qui jouent les premiers rôles cette saison, à savoir, le champion d'hiver et actuel leader, le CS Constantine qui se rend à Alger pour affronter l'USM Alger au stade Omar-Hamadi. Par Mahfoud M.

Le MC Alger, lui, se rend à Boussaâda pour affronter l'Amel local. Ainsi, les Rouge et Noir seront en appel face à la formation en forme du moment, le CSC, qui s'était qualifié aux dépens du NAHD au premier tour et souhaite en faire de même lors de cette empoignade. Les gars de Soustara, eux, ne l'entendent pas de cette oreille et se donneront à fond pour tenter de décrocher le billet qualificatif aux huitièmes de finale. Les poulains de Hamdi compteront, très certainement, sur le soutien de leur public pour prendre le dessus sur les Sanfirs qui ont peu de chances de s'en sortir cette fois-ci. Le MC Alger, qui compte 8 trophées dans son palmarès, au même titre que l'ESS et l'USMA, effectuera un déplacement périlleux pour affronter l'Amel Boussaâda (Ligue 2) dont l'entraîneur Noureddine Bounaâs a jeté l'éponge à l'issue de la défaite concédée vendredi en déplacement face à la JSM Skikda (1-0) dans le cadre de la 16^e journée du championnat. Le stade du 20-Août de Béchar abritera un autre choc, à savoir, le match qui opposera la JS Saoura au spécialiste de l'épreuve, l'ES Sétif. Deuxième au classement général, la formation de la Saoura



Le CSC risque gros face à l'USMA

souhaite aussi continuer l'aventure dans cette compétition, mais ce ne sera pas facile face à la formation sétéfienne qui ne compte pas baisser les bras et souhaite même décrocher le billet qualificatif pour le prochain tour. A Biskra, l'USB donnera la réplique à l'USM El Harrach dans une rencontre au sommet entre

deux formations de Ligue I. Les gars des Ziban partent favoris, mais ce ne sera pas facile face à la formation sétéfienne qui ne compte pas baisser les bras et souhaite même décrocher le billet qualificatif pour le prochain tour. A Biskra, l'USB donnera la réplique à l'USM El Harrach dans une rencontre au sommet entre

Le programme :

Samedi 13 janvier 2018 :

- A Boussaâda : A Boussaâda – MC Alger (14h00)
- A Biskra : US Biskra – USM Harrach (14h00)
- A Blida (Brakni) : USM Blida – ASM Oran (14h00)
- A Tizi-Ouzou : JS Kabylie – RCB Oued R'houi (16h00)
- A Mila (OPOW) : NRB Teleghma – MC Oran (14h00)
- A Khroub : CRB Kais – USM Bel-Abbes (14h00)

Lundi 15 janvier 2018 :

- A Béchar : JS Saoura – ES Sétif (17h00)

Mardi 16 janvier 2018 :

- A Alger (Omar-Hamadi) : USM Alger – CS Constantine (16h00).

Comité exécutif de la CAF
Ould Zmirli voit sa candidature rejetée

La candidature du vice-président de la Fédération algérienne de football, Bachir Ould Zmirli, pour les élections des quatre postes vacants au Comité exécutif de la Confédération africaine de football, prévues le 2 février prochain à Casablanca, a été invalidée pour avoir été expédiée en dehors des délais réglementaires, a indiqué l'instance dirigeante du football africain mercredi.

«Une seule candidature a été invalidée par le comité exécutif de la CAF réuni ce mercredi à Casablanca (Maroc), pour avoir été expédiée en dehors des délais réglementaires, c'est celle de Bachir Ould Zmirli (Algérie)», précise la CAF sur son site officiel. Suite à cette décision, l'autre candidat en lice pour la Zone Nord, le Libyen Jamal El Jaafri, est assuré de siéger au sein du Comité exécutif de l'ins-

tance africaine. L'Algérie avait perdu son siège au Comité exécutif de la Confédération africaine de football occupé par l'ancien président de la FAF Mohamed Raouroua lors des élections organisées lors de l'assemblée générale de la CAF le 16 mars 2017 à Addis-Abeba (Ethiopie).

D'autre part, le Comité exécutif de l'instance africaine, sous la présidence de Ahmad Ahmad, a validé les autres candidatures pour les postes vacants au Comité exécutif et pour lesquels une élection sera organisée lors de l'assemblée générale ordinaire du 2 février 2018 à Casablanca (Maroc)

- Zone Nord (1 poste) – candidat: Jamal El Jaafri (Libye)
- Zone Ouest A (1 poste) – candidat : Augustin Senghor (Sénégal)
- Zone Ouest B (1 poste) – candidat : Sita Sangare (Burkina Faso)
- Zone Centre (1 poste) – Candidats : Patrice Edouard Nguissoua (RCA) et Pierre Alain Mougoungui (Gabon).

Sélection algérienne de boxe (seniors)

Ahmed Dine entraîneur

La Fédération algérienne de boxe (FAB) a désigné Ahmed Dine à la tête de l'équipe nationale de boxe (seniors messieurs), a annoncé jeudi le président de l'instance fédérale, Abdeslam Draa.

Pour le président de l'instance fédérale, cette décision a été prise «à la majorité absolue» lors d'une réunion du bureau fédéral de la FAB et en présence de l'ensemble de ses membres, et ce, après avoir soumis les noms au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

Considéré comme l'un des

meilleurs pugilistes de l'histoire de la boxe algérienne, Dine remplace ainsi Brahim Béjaoui qui occupe actuellement le poste de Directeur des équipes nationales (DEN) à la FAB.

Par ailleurs, le président de la FAB a profité de cette occasion pour faire appel à l'ensemble des acteurs de la boxe algérienne, notamment les boxeurs de l'élite nationale à travailler «la main dans la main» pour redonner à cette discipline son lustre d'antan. «Conscient des enjeux et des défis qui attendent la boxe algérienne dans les trois pro-

chaines années, avec notamment le déroulement des Jeux méditerranéens de Tarragone en Espagne l'été prochain et les Jeux olympiques de Tokyo 2020, j'appelle l'ensemble des acteurs à la sérénité pour le développement de la discipline», a-t-il dit.

Pour rappel, le changement au niveau des différentes sélections nationales de boxe avait été décidé lors du collège technique national de la Fédération algérienne de boxe (FAB) qui s'est tenu le mois d'octobre 2017 au Complexe sportif de Sveltessse à Chéraga (Alger).



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Arrestation d'un individu

Possession de drogue et agression à Akbou

«UN INDIVIDU en possession de drogue a été arrêté par la section de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Akbou ces derniers jours», a-t-on appris de la sûreté de wilaya. En possession d'un couteau, il a été signalé via le numéro vert 15-48 par une victime répondant aux initiales A.F. qui a informé la police de l'agression par arme blanche des usagers de la RN 26 par trois individus à bord d'une voiture. Sur les lieux, les policiers ont retrouvé la voiture à bord de laquelle se trouvait l'individu en question. Ce dernier, répondant aux initiales A.R. ayant des antécédents judiciaires et natif de

Tazmalt, sera arrêté quelques minutes après. Les policiers ont découvert à l'intérieur de son véhicule une quantité de drogue et un couteau. Après plusieurs rondes policières, trois autres individus ont été arrêtés et transférés au commissariat. Après enquête, il s'est avéré que la victime était en compagnie de l'individu et que c'est elle qui a appelé la police suite à une mésaventure qui a fini par une agression. «L'individu a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'Akbou qui l'a écroué», ajoute-t-on.

H. C.

Béjaïa

Un binational arrêté pour possession d'un taser

«UN BINATIONAL en provenance de Marseille (France) a été arrêté par la police des frontières de l'aéroport Abane-Ramdane», a indiqué la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Les policiers ont découvert dans les bagages du voyageur répondant aux initiales de M.M. et âgé de 71 ans, un «taser». «Ce pistolet électrique

sous forme d'une lampe a été détecté au passage de la valise de l'individu au scanner», précise notre source. L'individu a avoué avoir acheté ce «taser» dans un marché à Marseille. «Il a été transféré vers le service concerné pour la poursuite de la procédure réglementaire liée à l'affaire», ajoute notre source.

H. C.

La route qui tue

Un mort dans un accident à Mostaganem

UN JEUNE conducteur a trouvé la mort suite à un accident de la circulation survenu hier à Mostaganem, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Le jeune conducteur est décédé sur place, suite à une forte collision de son véhicule, une voiture touristique, contre un arbre, a-t-on précisé. L'accident survenu vers 4h00 du matin au niveau du chemin de wilaya reliant les communes Tadles et Ouled Hammou, a résulté de la déviation du véhicule qui a fortement heurté un arbre, dit-on encore. La dépouille de la victime, dont l'extraction du véhicule s'est avérée difficile, a été transférée à la morgue de l'établissement hospitalier Laadjal-Belatrache, a-t-on précisé.

K. L.

Football / Transfert

Darfalou (USM Alger) en route vers l'ES Sahel

L'ATTAQUANT international algérien de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) serait sur le point de s'engager cet hiver avec le club tunisien de l'ES Sahel, dirigée par le technicien algérien Kheireddine Madoui, rapportent vendredi plusieurs médias tunisiens. «L'ES Sahel serait actuellement en contacts très avancés avec l'attaquant algérien Oussama Darfalou. Les discussions entre les deux clubs et le joueur auraient atteint un stade avancé», écrit le site spécialisé Kawarji. De son côté, le site Koora fait état du déplacement du président de la formation sahélienne Réda Charafeddine à Alger «pour finaliser le transfert du joueur

algérien». Darfalou (24 ans) s'est illustré lors de la phase aller du championnat en inscrivant 10 buts, soit à une réalisation de l'actuel meilleur buteur du championnat Mohamed Amine Abid (CS Constantine). L'ESS est dirigée depuis décembre dernier par Kheireddine Madoui, en remplacement du Français Hubert Velud, démis de ses fonctions. Madoui a rejoint la Tunisie en provenance de l'ES Sétif (Ligue 1/Algérie). Au terme de la 14^e journée, l'ES Sahel pointe à la 4^e place au classement avec 26 points, à dix longueurs du leader l'ES Tunis, qui caracole en tête avec 36 unités.

Racim S.

Nouvel an berbère

Tout le monde a célébré yennayer à sa façon



Loumis

Djalou@hotmail.com

Education à Béjaïa

Grève illimitée du Cnapeste dès mardi

Les ponctions sur salaires décidées par le ministère de tutelle ont provoqué la colère du Cnapeste qui a réuni son conseil de wilaya le 9 janvier. Au cours de cette réunion, il a «dénoncé vigoureusement la volte-face de la Direction de l'éducation qui, sur injonction du ministère de tutelle, vient de piétiner ses engagements en optant pour des ponctions provocatrices sur salaires».

Par Hocine Cherfa

En réaction à cette décision «mal venue» et la non satisfaction des revendications déjà «reconnues par tous les responsables et à tous les niveaux», le Cnapeste annonce une grève illimitée à partir de mardi prochain et la tenue d'un rassemblement de wilaya devant le siège de la Direction de l'éducation le lendemain, soit mercredi à 10 heures. Il dit être «persuadé que seule une mobilisation massive peut faire reculer les manœuvres dilatoires menées sournoisement par l'administration» et aussi pour «faire triompher les libertés syndicales et concrétiser nos revendications justes et légitimes». Pour le syndicat, «au lieu de tendre à créer un climat d'apaisement et de tra-

vailer au règlement des dossiers posés, la Direction de l'éducation s'ingénie à trouver des échappatoires et à ajourner le règlement des dossiers en souffrance». Et de s'interroger sur «les milliers de situations administratives et financières en instance, l'assainissement et la régularisation du dossier du logement, la mise en service du siège de la médecine du travail, le manque de moyens pédagogiques et didactiques, le mauvais fonctionnement d'un certain nombre d'établissements des trois paliers...». «A ceci s'ajoute le sort confus des engagements pris sur les différents procès-verbaux quant au règlement des situations individuelles et collectives des enseignants(es)», ajoute-on. Dans ce sens, il est fait état du blocage, dont certains

remontent à plus de cinq années de «tous les actes administratifs déposés au niveau du contrôle financier, seulement moins de 20% ont été visés, faisant fi ainsi du respect des délais», fait-on observer. Il est ensuite rappelé que le Cnapeste-Béjaïa n'a jamais cessé d'interpeller les responsables à tous les niveaux pour mettre un terme au cafoillage et la non-gestion constatés dans certains services de la Direction de l'éducation, ceci avec des rapports adressés à tous les niveaux, se désengageant ensuite de l'instabilité qui touche le secteur. «Le Cnapeste-Béjaïa n'est nullement responsable de l'instabilité que vit actuellement le secteur à Béjaïa», souligne-t-il.

H. C.

Qualifiés de «pays de merde»

L'ONU juge «racistes» les propos injurieux de Trump sur Haïti et l'Afrique

«Si c'est confirmé, il s'agit de commentaires choquants et honteux de la part du président des Etats-Unis. Désolé, mais il n'y a pas d'autre mot que «racistes», a déclaré le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève. L'ONU a jugé que les propos, rapportés par des médias, de Donald Trump à l'encontre de plusieurs nations africaines et de Haïti, qu'il a qualifiés de «pays de merde» lors d'une réunion à la Maison-Blanche, étaient «choquants», «honteux» et «racistes». «Si c'est confirmé, il s'agit de commentaires choquants et honteux de la part du président des Etats-Unis. Désolé, mais il n'y a pas d'autre mot que «raciste», a

déclaré le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève. «Ce n'est pas seulement une question de vulgarité du langage», a-t-il relevé, indiquant qu'il n'était pas tolérable de dénigrer de la sorte des nations et des continents entiers en les appelant «pays de merde» et de considérer que leur «population entière, qui n'est pas blanche, n'est pas la bienvenue». Ces propos montrent le «pire côté de l'humanité, en validant et encourageant le racisme et la xénophobie», a-t-il asséné. Le milliardaire républicain recevait jeudi dans le Bureau ovale plusieurs sénateurs, dont le républicain Lindsey Graham et le démocrate Richard Durbin, pour évo-

quer un projet bipartisan proposant de limiter le regroupement familial et de restreindre l'accès à la loterie pour la carte verte. En échange, l'accord permettrait d'éviter l'expulsion de milliers de jeunes, souvent arrivés enfants aux Etats-Unis. «Pourquoi est-ce que toutes ces personnes issues de pays de merde viennent ici ?», a demandé le président Trump lors des discussions, selon Washington Post qui cite plusieurs sources. Selon elles, l'homme d'affaires devenu président faisait référence à des pays d'Afrique ainsi qu'à Haïti et au Salvador, expliquant que les Etats-Unis devraient plutôt accueillir des ressortissants de la Norvège, dont il a rencontré la Première ministre la veille.

Slim O./APS